

Rapport de mission inter-organisations de suivi et de mise à jour de la situation des personnes déplacées dans la localité de Kafulo en Zone de santé de Fizi

<https://www.ehtools.org/alert-view/4481>



Période de la mission : le 18 octobre 2022.

Participants à la mission :

- Nations-Unies : OCHA
- ONG internationales : ACTION AID, IMC, INTERSOS, SCI et UMI
- ONG nationales : AAPD, ACAD, ADED, ADIC, AEDD, AVREO, BDC-M, CEPAC, CEPROJED, FECONDE, KUA, OASIS, OPVR, SOFIBEF, SOLIFEDE, TPO-RDC, UFADELE et VVA

1. Contexte et justification de la mission

Cette mission inter-organisations s'inscrit dans le cadre du suivi de la situation des personnes déplacées victimes de la persistance des violences armées dans la région de Fizi au cours de deux derniers mois. Ces violences commises par les groupes armés sont généralement accompagnées par des actes d'incendies de maisons, de vol de bétails et de pertes des vies humaines. Elles ne cessent de contraindre des milliers de personnes civiles à abandonner leurs habitations vers différentes localités. Vers fin septembre dernier, le Chef de la localité de Kafulo a alerté OCHA des arrivées en différentes vagues des personnes déplacées en provenance des Hauts-Plateaux de Fizi et Mwenga. Cette alerte est enregistrée dans le système sous le numéro Ehtools 4481.

C'est ainsi que OCHA a conduit, dans le cadre d'efforts inter-organisations, cette mission pour se rendre compte des conditions dans lesquelles vivent ces personnes déplacées et leurs communautés hôtes, vérifier leur nombre, évaluer l'assistance dont elles ont besoin, et proposer les recommandations en guise de réponses à l'endroit des acteurs humanitaires.

2. Accessibilité géographique de la zone visitée

La localité de Kafulo est constituée de neuf village à savoir ALELE, ALENGA, ALOBA, ALUNGWA, ANGE, ASANU, ASUNGE, KAFULO et MSHILWA. Cette mission a eu lieu dans les villages de Kafulo et Mshilwa. Ces deux villages sont accessibles par véhicule et moto. Ils sont situés sur l'axe Baraka-Kafulo en passant par Katanga et Mshilwa. Ce tronçon routier est long de près de 30Km au sud-ouest de la ville de Baraka. Ce tronçon est praticable avec quelques points chauds. Pendant la saison des pluies, ces points chauds pourraient nécessiter quelques travaux de réhabilitation. Selon les informations recueillies, il y aurait des personnes déplacées dans les autres villages non visités. Ces derniers sont accessibles physiquement à pieds (zone montagneuse).

3. Accès humanitaire et acceptation communautaire

Les deux villages visités sont contrôlés par les forces congolaises de défense et sécurité qui assurent la protection des civils et des partenaires humanitaires. Leur présence est visible le long du tronçon routier. Aucune barrière payante n'a été observée au moment de la mission. Les entretiens avec les leaders communautaires ont indiqué la présence des milices armées dans certaines villages aux alentours de l'axe évalué. Ces villages sont également des milieux d'accueil des personnes déplacées. Cette situation nécessite des alternatives communautaires pour mieux assurer la protection des opérations humanitaires. Lors de cette mission, OCHA a organisé des entretiens non structurés avec les représentants des différentes couches des communautés de cette localité (officiers militaires, dirigeants coutumiers, leaders religieux, membres des différentes corporations de la société civile locale, et responsables des structures communautaires de base). Ces entretiens ont porté sur la promotion des principes humanitaires, le fonctionnement de l'action humanitaire, la redevabilité envers les populations affectées ainsi que le mécanisme de prévention de l'exploitation et des abus sexuels. Ces entretiens s'inscrivent dans l'amélioration de l'accès et acceptation des opérations humanitaires dans la zone visitée. Les participants sont venus de localités de Kaseke, Katalukulu, Malinde, Mulongwe, Sebele et Kikonde. La poursuite de cette activité s'avère pertinente pour maintenir l'accès en faveur des personnes touchées par le mouvement de population dans cette partie de la région de Fizi. Il sied de rappeler qu'en date du 16 avril 2020, quatre travailleurs humanitaires d'une ONG internationale avaient été amenés dans la forêt de Kafulo par des individus armés identifiés aux miliciens Maï-Maï. Ces humanitaires ont été libérés le 18 avril 2020 après paiement d'une rançon. Deux de trois ravisseurs ont été arrêtés par les autorités militaires locales la nuit du 25 au 26 avril 2020.

4. Couverture en réseau de téléphonie mobile

Certains endroits de deux villages visités sont couverts par les réseaux de téléphones mobiles (Airtel et Vodacom). Ces réseaux (particulièrement Airtel) servent également pour la connexion aléatoire d'Internet mobile.

5. Méthodologie de collecte des informations et données

- Entretiens avec les personnes ressources : dirigeants locaux (coutumiers, militaires, sanitaires et sécuritaires),

leaders communautaires, présidents des comités des déplacés, responsables des organisations communautaires de base, etc.

- Focus group avec les personnes déplacées dans la zone visitée.
- Documentation : consultation-analyse-vérification et triangulation des données primaires
- Observation directe de la situation sur le terrain

6. Objectif de la mission

- Mettre à jour le nombre des personnes déplacées vivant et se rendre compte de leurs conditions de vie, à travers les entretiens de groupes et l'observation directe.

7. Principaux constats et résultats de la mission

7.1. Mouvements de populations

- Présence des personnes déplacées dans les deux villages visités. Au moment de la mission, ces personnes déplacées sont toutes en familles d'accueil.
- La quasi-totalité des personnes déplacées n'a pas encore totalisé plus de trois mois.
- Leurs conditions de vie sont jugées précaires en raison notamment du manque d'assistance dans les secteurs clés tels que vivres, non vivres, protection, abris, santé, WASH, etc.
- Aucune de ces personnes déplacées n'a envisagé le retour dans les prochains jours en raison de la précarité des conditions sécuritaires aux villages de provenance et/ou d'origine.
- Il est donc plausible que la présence de ces personnes déplacées pourrait perdurer.

Synthèse de la présence des personnes déplacées dans les deux villages visités						
#	Village	Groupement	Secteur	Ménage	Personnes	Période d'arrivée
1	Kafulo	Basimukindji	Mutambala	1 247	9 601	Août, Septembre et Octobre 2022
2	Mshilwa	Balala Sud	Mutambala	228	1 791	Août, Septembre et Octobre 2022
Total				1 475	11 392	

Recommandation

- Des observations de certains membres de la mission, il a été certifié la présence des personnes déplacées dans les deux villages visités. L'effectif ci-dessus a été identifié avec le soutien des dirigeants locaux. Une contre-vérification (opérations des enregistrements) en termes de la taille-ménage a été encouragée.

7.2. Besoins sectoriels

7.2.1. Abris et articles ménagers essentiels

La mission a visité quelques ménages des personnes déplacées et familles hôtes. Des besoins importants en abris et articles ménagers essentiels ont été observés. Le marché de Katanga offre la possibilité aux personnes déplacées des villages visités de se procurer en articles ménagers essentiels et autres biens de premières nécessités. Ces personnes déplacées ont des difficultés pour accéder à ces articles non alimentaires en raison de faibles capacités financières. Pour préparer leurs aliments, les personnes déplacées utilisent les ustensiles de cuisine des familles d'accueil.

Recommandation

- Distribution des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées
- Distribution des kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation ;
- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés.

7.2.2. Eau, Hygiène et Assainissement

- **Eau potable.** La population s'approvisionne en eau de la rivière EBUCA (insalubre et non entretenue) pour répondre aux différents besoins dont la boisson, la cuisson, vaisselle, etc. Ce qui l'expose aux différentes maladies d'origine hydrique dont le choléra. Ce constat a été fait aussi dans la formation sanitaire et les écoles. Pour avoir une eau de qualité, la population doit parcourir 10Km jusqu'à la source LUE et 20Km jusqu'à la source MIKYOKWE. Ce qui expose les femmes et jeunes filles aux risques des violences et agressions sexuelles. Les membres de la mission ont noté la faible capacité de stockage de l'eau dans les ménages, ne permettant pas à ceux-ci de conserver de l'eau pendant 24h. En 2006, l'ONG ACTED avait construit 6 puits dans le village qui ne sont plus opérationnels. En 2019, l'ONG NCA avait capturé une source avec six bornes fontaines qui ne fonctionnent pas au moment de la mission.
- **Hygiène.** La formation sanitaire et les écoles visitées n'ont pas de kits de lavage des mains. Il n'existe pas des comités d'hygiène et de salubrité. Ceux qui jouent ce rôle nécessitent des formations de renforcement de capacités sur cette responsabilité.



- **Assainissement.** Les latrines des écoles et formations sanitaires dans les localités visitées sont insuffisantes et non hygiéniques. En plus, elles ne respectent pas la séparation de sexe et de statut homme-femme. La superstructure de la majorité de ces latrines est en état de délabrement avancé qui nécessite une réhabilitation. Aucune latrine ne permet pas la gestion de l'hygiène menstruelle et aussi l'accès aux personnes à mobilité réduite. L'environnement scolaire et sanitaire est sale. Et toutes les structures ne sont pas clôturées. Les cours sont exposées à la divagation des animaux domestiques. Les zones à déchets ne sont pas sécurisées et manquent certains ouvrages tels que les incinérateurs, fosses à placenta. Les visites avec observations effectuées dans la communauté ont identifié la défécation à l'air libre. Ce qui contribue à la prolifération des maladies des mains sales. Quelques ménages ont des latrines non hygiéniques lesquelles sont utilisées par cinq à six ménages ayant une promiscuité accrue suite à l'arrivée des familles déplacées. La formation sanitaire et les écoles ne disposent pas de kits de nettoyage et entretien des latrines.



Recommandation

- Captage des points d'eau dans les villages.
- Augmenter la capacité de stockage et de puisage de l'eau dans différents ménages.
- Construction/réhabilitation des latrines dans les écoles et formations sanitaires, séparées selon le sexe et le statut, ainsi que dans la communauté en tenant compte de gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que l'accès des personnes à mobilités réduites.
- Doter les formations sanitaires et écoles en kits WASH, kits d'entretien et nettoyage des latrines, kits

d'entretien environnemental

- Doter les Formations sanitaires en Equipement de protection individuelle
- Procéder à la formation des comités d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires
- Construire et/ou réhabiliter des infrastructures scolaires et sanitaires
- Construire des enclos pour sécuriser les formations sanitaires et écoles ainsi que les zones à déchets.

7.2.3. Education

La localité de Kafulo compte 5 écoles primaires et 2 écoles secondaires dont une privée. Parmi les écoles primaires publiques 13 sont payées et 12 qui ne sont pas payées. Chaque écolier paie un forfait mensuel pour soutenir les enseignants et le fonctionnement de l'école. Ce paiement de la prime des enseignants, la famine, les maladies et déplacement des parents d'un endroit à un autre, les abus physiques et émotionnels sont des causes d'abandons des enfants. Les écoles qui sont payées par l'Etat sont pléthoriques, mais avec l'arrivée des enfants déplacés, la situation s'est compliquée. La zone de Kafulo n'a aucun partenaire en Education depuis 2019. Les infrastructures scolaires sont construites en semi-durables en paille. Les latrines sont insuffisantes dans certaines écoles et dans d'autres ça n'existent pas et les enfants se débrouillent dans la forêt et d'autres chez les privés proches de l'école.

Recommandation

- Organiser une évaluation sectorielle approfondie pour déterminer les besoins réels des enseignants en termes de formation, déterminer le nombre des enfants déplacés et de la population hôte hors système scolaire, les besoins en termes de réhabilitation et de construction des infrastructures scolaires et latrines, des redynamisations et la formation des structures des enfants à l'écoles, les besoins en matériels et équipements scolaires.

7.2.4. Protection et risques de protection

Dans les deux villages visités, la protection des personnes déplacées ne pose pas des problèmes du fait de la présence remarquable des forces congolaises de défense et sécurité. Malgré cette assurance fournie par les dirigeants locaux, la zone évaluée a enregistré quelques incidents de protection à la suite des arrivées des personnes déplacées durant la période d'août à septembre dernier. Ces incidents sont liés aux mésententes entre les ménages déplacés locataires et leurs bailleurs pour non-paiement de loyers, des difficultés d'accès à la terre (champs) et d'accusation de sorcellerie. Dans les ménages déplacés, plusieurs cas de mariage précoce ont été notés. Les dirigeants coutumiers se sont plaints de la présence en nombre des enfants non accompagnés et des enfants séparés. Des cas des viols et d'agressions sexuelles (71 cas) ont été documentés dont 19 ont bénéficié d'une prise en charge par la Fondation Panzi. Lors des entretiens avec les dirigeants locaux, il a été noté l'existence des conflits de pouvoir au sein des quelques familles régnautes. La persistance de ces conflits contribue d'une manière et d'une autre à la persistance des tensions latentes entre la population locale. Autres risques observés : effectif important des enfants hors système scolaire, longue distance entre les villages et le lieu d'approvisionnement en eau, la majorité de personnes déplacées n'a pas des pièces d'identités.

Recommandation

- Réaliser une évaluation approfondie du secteur de protection
- Nécessité de la présence des acteurs en protection, membres du cluster protection, pour renforcer le monitoring des incidents, prévention, réponse ainsi que la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG, la protection de l'enfant en situation d'urgence et également les activités de LTP.
- Assurer la prise en charge des enfants non accompagnés et leur réunification familiale
- Mettre en place des maisons d'écoute en faveur des victimes des violences sexuelle

7.2.5. Santé & Nutrition

Dans les villages visités, les personnes déplacées éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux soins de santé de qualité. Cette situation s'est aggravée avec l'arrivée des personnes déplacées occasionnant des nouveaux besoins en soins et dépassant les capacités locales. La formation sanitaire n'est pas appuyée. Il a été observé

de l'insuffisance d'intrants pour la prise en charge médicale et de rupture prolongée en intrants nutritionnels. Lors de la mission, les membres se sont questionnés sur la qualité de la prise en charge des cas de malnutrition modéré et sévère, spécialement pour les enfants dont l'âge varie entre 6 et 59 mois ainsi que les femmes enceintes et allaitantes.

Recommandation

- Mener un plaidoyer auprès des autorités sanitaires pour un appui immédiat au Centre de Santé de Kafulo.

7.2.6. Sécurité alimentaire et Moyens de subsistance

Les deux villages visités sont en Phase 3 de l'IPC 2022 et se trouvent en situation de sécurité alimentaire préoccupante avec l'arrivée des personnes déplacées. La présence de ces personnes déplacées pèse sur la population hôte au plan alimentaire. Lors des entretiens avec les communautés, il a été noté que la majorité des habitants pratique l'agriculture d'autosuffisance alimentaire. Les personnes déplacées se trouvent dans les familles d'accueil et rencontrent des difficultés sérieuses pour l'accès à la nourriture.

La fréquence de consommation alimentaire est d'un repas par jour pour les ménages déplacés et deux fois pour les familles d'accueil. La majorité d'entre elles survivent difficilement grâce aux travaux journaliers occasionnels agricoles dont la rémunération est de moins d'un dollar par tâche. Nombreux ménages n'ont pas accès à la terre par manque des moyens financiers pour louer les espaces à cultiver. Ceux qui accèdent aux champs fertiles manquent d'intrants agricoles (semences et outils aratoires) pour assurer la production agricole ainsi que les bétails. Les femmes qui représentent plus de 80% de la main d'œuvre pour les activités agricoles rencontrent plusieurs difficultés dans l'exercice de leur travail. Ces difficultés sont entre autres : marcher pendant plus d'une heure avant d'arriver aux champs. Certaines d'entre elles subissent des cas d'enlèvement et de viol par les groupes armés qui font la loi dans plusieurs milieux environnants, la hausse du prix de la main d'œuvre pour les activités champêtres, l'augmentation de prix des produits de première nécessité sur le marché local, etc. Il sied à signaler que la majorité d'hommes n'exercent pas de travaux champêtres et les abandonnent à leurs femmes qui ne sont pas en mesure de cultiver une vaste étendue de champ ; ce qui est l'une des causes d'une faible production agricole. L'insuffisance des outils aratoires et semences améliorées a été signalée par les familles d'accueil dont la majorité vit de l'agriculture qui reste la principale source de revenu et de la nourriture. Le manioc et les légumes constituent les aliments de base mais leur production est insuffisante par rapport aux besoins et demandes des consommateurs. Quelques familles déplacées ayant accès à la terre manquent les intrants nécessaires pour assurer la production agricole en champs (semences vivrières, maraichères et outils aratoires) ainsi que les géniteurs pour l'élevage.

Selon les entretiens organisés auprès des ménages, aucune assistance humanitaire alimentaire n'a été signalée depuis plus ou moins trois ans dans la zone. Le marché le plus important est celui de Katanga, il se tient chaque jour. Les principaux produits retrouvés dans ce marché sont : le riz, poissons, farine de manioc, farine maïs ordinaire, patates douces, haricots, huile raffinée, sel, sucre, huile de palme, les aubergines locales etc. L'assistance en CASH n'est possible que par mécanisme de transfert par téléphonie mobile.

Recommandation

- Appui en intrants agricoles (semences améliorées des cultures vivrières & maraichères et outils aratoires) ;
- Assistance alimentaire d'urgence pour soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des populations déplacées et familles hôtes dans la zone ;
- Appui en petits bétails pour améliorer l'état nutritionnel des enfants et femmes enceintes et allaitantes en protéines animales ;
- Assurer la formation agricole auprès des ménages afin d'accroître la production agricole,
- Renforcer les moyens de subsistance à travers les transferts de cash à usage multiple.